

Jugement Soc2 N°017 du 03 Décembre 2004

Jugement Soc2 N°017 du 03 Décembre 2004 HOUINOU Marius
(Me Bertin AMOUSSOU)C/ARAB-CONTRACTORS
(Me Nestor NINKO)

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE COTONOU

DEUXIEME CHAMBRE SOCIALE JUGEMENT CONTRADICTOIRE N° 17/04 du 03 Décembre 2004

Rôle Général N°41/02

-----HOUINOU Marius

(Me Bertin AMOUSSOU)C/ARAB-CONTRACTORS

(Me Nestor NINKO) PRESIDENT : Michel B. Théodore da MATHA

MINISTERE PUBLIC : Onésime MADODE

GREFFIER : Me S. R. Martial GBAGUIDI

DEBATS : le 23 Mai 2002 en audience publique

Jugement contradictoire en premier ressort ;

Prononcé le 03 Décembre 2004 en audience publique. PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR : HOUINOU Marius assisté de Maître Bertin AMOUSSOU Avocat à la cour;

DEFENDEUR : ARAB - CONTRACTORS assistée de Maître Nestor NINKO, Avocat à la Cour ; LE TRIBUNAL- Vu les pièces du dossier ; - Vu les demandes du requérant ; - Vu le protocole d'accord en date du 05 Janvier 2004

intervenu entre les deux parties ; - Ouï le Ministère Public en ses réquisitions ; - Ensemble les dispositions de la loi 98-004 du 27 janvier 1998 portant code du travail ; - Et après en avoir délibéré conformément à la loi ; Attendu que suivant procès

– verbal de non conciliation N°322/ MFPTRA/ DT/SCT en date du 18 Décembre 2001, Monsieur HOUINOU

Marius a attiré son employeur ARAB - CONTRACTORS devant la 2ème chambre sociale du Tribunal de 1ère Instance

de Cotonou pour s'entendre condamner à lui payer divers droits et des dommages - intérêts suite à son

licenciement ; Attendu qu'aux termes de l'article 246 du code du travail « Lorsque les parties comparaissent devant le tribunal, il est procédé à une nouvelle tentative de conciliation. En cas d'accord total ou partiel, un

procès – verbal rédigé séance tenante constate l'accord intervenu. Ce procès – verbal est

exécuté dans les mêmes formes qu'un jugement » ; Attendu qu'outre l'échec de la conciliation

devant l'Inspection du Travail, le tribunal a engagé les parties dans un règlement à amiable ; Attendu que

par protocole d'accord en date à Cotonou du 05 JANVIER 2004, les deux parties se sont convenues d'un

règlement à amiable ; Qu'en tout état de cause, il échet d'homologuer ledit protocole

d'accord ; PAR CES MOTIFS Statuant publiquement, contradictoirement, en matière sociale et en premier

ressort ; EN LA FORME reçoit HOUINOU Marius en son action ; AU FOND- Constate que le protocole d'accord en

date du 05 Janvier 2004 entre la société ARAB CONTRACTORS et HOUINOU Marius est constitutif d'une

transaction. - Dit qu'il met définitivement fin au litige opposant les parties. - Homologue par conséquent ledit

protocole d'accord. Délai d'appel : 15 jours ONT SIGNE LE PRESIDENT

LE GREFFIER